

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/SR.142(IX)  
6 février 1969

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Neuvième session  
Addis-Abéba, 3-14 février 1969

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA CENT QUARANTE-DEUXIEME SEANCE  
tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba le 5 février 1969, à 10 h 35

Président provisoire : M. Ayida (Nigéria)  
Secrétaire exécutif : M. R.K.A. Gardiner  
Secrétaire : M. H.L. Senghor

SONMAIRE :

Hommage à la mémoire de M. Eduardo Mundlane  
Dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique  
et adoption de la résolution commémorative  
Messages des délégations (suite)

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur deux exemplaires du compte rendu, qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible au bureau du Secrétaire de la Commission. Au besoin, les comptes rendus rectifiés pourront être envoyés par la poste, après la session, au bureau du Secrétaire de la Commission économique pour l'Afrique, P.O. Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie.

## HOMMAGE A LA MEMOIRE DE M. EDUARDO MUNDLANE

Sur proposition du Président, les membres du Comité observent une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Eduardo Mundlane, Président du Front de libération du Mozambique (FRELIMO).

## DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE ET ADOPTION D'UNE RESOLUTION COMMEMORATIVE

## MESSAGES DE FELICITATIONS (suite)

M. ABDEL-RAHMAN (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel - CIUDI), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare qu'au cours des dix dernières années la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a aidé les Africains à trouver leur voie dans tous les domaines du développement économique et social, et plus particulièrement en ce qui concerne l'industrialisation. L'UNIDO accorde un ordre de priorité élevé à la coopération avec la CEA et elle a conclu en 1968 un accord officiel définissant clairement les principes et les méthodes de coopération entre les deux organismes, ce qui devrait conduire à une meilleure harmonisation des programmes et devrait permettre à ces deux organisations d'utiliser au maximum les ressources limitées dont elles disposent.

L'industrialisation de l'Afrique ne fait que commencer, mais il est essentiel de prolonger les efforts entrepris de façon à adopter une politique d'industrialisation appropriée et l'appliquer au moyen de programmes d'action clairement définis pour mobiliser toutes les ressources disponibles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ces efforts d'industrialisation, pour lesquels la CEA doit jouer un rôle capital, doivent être prolongés pendant la deuxième Décennie du développement en y apportant une vigueur et une expérience plus grandes. L'UNIDO restera en contact étroit avec les pays d'Afrique et les organisations régionales. Deux conseillers de l'UNIDO étudient déjà les questions industrielles en Afrique de l'est et en Afrique centrale; un autre sera bientôt désigné pour l'Afrique de l'ouest. La CEA et l'UNIDO collaboreront pour tirer le meilleur parti des services des cinq conseillers en matière industrielle qui sont en poste à Addis-Abéba. Diverses activités communes sont en cours de préparation pour les prochains mois et notamment une

réunion qui sera chargée d'encourager l'investissement dans l'industrie; cette réunion fera suite aux deux réunions tenues à Addis-Abéba par la CEA et elle bénéficiera de l'expérience acquise par l'UNIDO depuis le Colloque international d'Athènes.

Cette action commune pourra aboutir en fin de compte à un unique programme industriel des Nations Unies pour l'Afrique. Il ne fait aucun doute que le succès de l'industrialisation dépend avant tout en Afrique des efforts individuels et collectifs des pays africains eux-mêmes, mais que les organisations internationales pourraient y contribuer en conseillant les pays sur la politique et les programmes industriels et en favorisant l'accroissement du courant des capitaux et des connaissances dirigés par les pays industrialisés vers l'Afrique.

En terminant, M. Abdel-Rahman se félicite de l'expansion et du développement de la CEA, attribuables dans une large mesure à l'impulsion, à la patience et à la persévérance de son Secrétaire exécutif.

A la demande du Président, le secrétaire donne lecture de messages de félicitation adressés par les organisations suivantes : Chambre de commerce africaine et américaine, Commission du bassin du Tchad, secrétaire du Conseil d'assistance économique mutuelle, République fédérale du Cameroun.

M. BOMANI (République-Unie de Tanzanie) félicite le secrétariat d'avoir su, au cours des dix premières années d'existence de la CEA et en dépit de conditions extérieures difficiles, jeter en Afrique les bases du développement social et économique et de l'autonomie économique. Il s'est ainsi acquis le respect de nombreux Etats membres, même s'il doit encore les convaincre que leur confiance n'est pas mal placée.

La Commission ne permettra pas aux forces anti-économiques du néo-colonialisme et du racisme de la détourner des efforts qu'elle déploie pour éliminer du continent africain l'ignorance, la pauvreté et la maladie, aussi bien que la domination politique surannée et l'asservissement économique. Elle est décidée à mener jusqu'au succès complet le combat pour la dignité de l'Afrique et de ses peuples.

La nature et l'ampleur du défi lancé à la Commission exige qu'elle bénéficie immédiatement de la confiance que les institutions analogues des pays développés n'ont acquise qu'au bout de beaucoup de temps.

Ce n'est pas une simple coïncidence si le siège de la Commission a été installé dans un pays dont l'Empereur a tant fait pour rehausser la dignité de l'Afrique.

En terminant, la délégation tanzanienne assure le Secrétaire exécutif et son personnel qu'elle apportera sans réserve son appui à l'exécution des futurs travaux de la Commission.

M. NGALANDE (Zambie) donne lecture d'un message du Président de la République de Zambie déclarant notamment que le moment est venu de faire un nouvel examen de l'avenir de la CEA, afin de lui donner des bases fermement établies sur l'expérience acquise.

Après dix ans d'existence, la CEA compte maintenant quarante pays, mais il faut déplorer que des régimes oppressifs interdisent encore à des pays africains de préparer leur propre avenir. La Zambie estime que la raison d'être de la CEA, à savoir l'amélioration des conditions économiques et sociales des peuples d'Afrique, n'est possible que dans la mesure où la Commission parviendra à organiser comme il convient l'exploitation et la répartition des ressources matérielles et humaines du continent, ce qui ne pouvait se faire aussi longtemps que les régimes coloniaux empêchaient les Africains d'avoir leur part des acquisitions de la science et de la technique modernes.

M. DINSTEIN (observateur d'Israël) prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare qu'au cours de ses dix années d'existence la CEA a vu la grande majorité des peuples d'Afrique parvenir à l'indépendance. Il faut espérer que les derniers vestiges du colonialisme ne tarderont pas à disparaître. Les travaux effectués par la Commission dans le domaine de la recherche, de la planification et de la formation ont certainement joué un rôle important au cours de cette même période dans la croissance économique des pays d'Afrique. Israël se félicite d'avoir pu, dans la mesure de ses modestes moyens, contribuer à cette évolution en puisant dans sa propre expérience

du développement économique et social pour fournir des consultants et de former des étudiants africains. Israël a l'intention non seulement de poursuivre son action mais encore de rechercher de nouvelles formules de coopération.

Malheureusement, le taux de croissance des pays en voie de développement a été décevant et le fossé entre pays pauvres et riches n'a cessé de s'élargir. Au taux actuel d'accroissement annuel du revenu par habitant, il faudrait 70 ans pour que le revenu extrêmement bas de l'Africain moyen soit multiplié par deux.

Pour que les pays africains puissent donner du corps à leur indépendance, il faudrait augmenter l'assistance et la coopération internationales dans les secteurs sociaux et économiques. Les besoins de chaque pays en matière de développement doivent être évalués en fonction d'un ordre de priorité fondé sur ses ressources naturelles et humaines.

En Afrique, les agriculteurs constituent la grande majorité et pour qu'ils puissent écouler leurs marchandises sur les marchés nationaux et mondiaux il faut adapter leur production aux besoins des marchés et introduire de nouvelles cultures et des méthodes agricoles modernes. Il incombe aux nations africaines d'augmenter notablement la production agricole dans un monde où tant de personnes souffrent encore de malnutrition. La combinaison de l'investissement de capitaux et de talents a permis à Israël, pays aride sans tradition ni expérience agricole, d'augmenter considérablement sa production entre 1956 et 1965 en dépit d'un accroissement très faible de sa population agricole. N'importe quel pays disposant des moyens et des connaissances techniques nécessaires peut prétendre à une expansion semblable. Si ce résultat était obtenu à la fin de la prochaine décennie, les pays en voie de développement pourraient non seulement nourrir leurs populations et accroître leurs exportations mais encore libérer une grande partie de leur population agricole en faveur du développement industriel. Israël est bien placé pour partager dans ce domaine une expérience acquise par tâtonnements. La fructueuse coopération qui existe entre la Commission et Israël sera encore resserrée au cours de la prochaine décennie, qui sera déterminante pour l'Afrique.

M. SYLLA (Sénégal), prenant la parole au nom des pays d'expression française, réaffirme le soutien que ces pays apportent à la Commission. Pendant les dix années de son existence, la Commission a connu de nombreuses fluctuations, mais elle est demeurée cet instrument que les pays espèrent capable de résoudre les problèmes du sous-développement. On se doit de féliciter le secrétariat des travaux qu'il a accomplis au cours des dix dernières années, et en particulier, de la création d'institutions telles que l'Institut de développement économique et de planification (IDEP), la Banque africaine de développement (BAD), la Conférence des statisticiens africains, la Conférence des planificateurs africains, l'Association des banques centrales, l'Association pour l'avancement des sciences en Afrique, l'Association des compagnies aériennes africaines et les bureaux sous-régionaux de Niamey, Kinshasa, Tanger et Lusaka. Les résultats obtenus pendant ces dix années permettent d'espérer que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sera une période de renforcement de la coopération et de l'intégration économique en Afrique. Pendant les dix prochaines années, le secrétariat devra donc multiplier ses efforts pour assurer le progrès économique et social des pays africains qui est, depuis si longtemps, défavorisé par l'organisation des marchés internationaux et la détérioration des termes de l'échange.

M. SEPULVEDA (Observateur du Chili), parlant sur l'invitation du Président, félicite la Commission économique pour l'Afrique de ses remarquables réalisations. Il tient aussi à remercier Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie, le Gouvernement et le peuple éthiopien, de la généreuse hospitalité qu'ils ont réservée à tous les participants à la session.

Le Gouvernement de la République chilienne, conscient des problèmes auxquels les nations africaines ont à faire face dans leurs efforts de développement économique et social, suivra avec un vif intérêt les travaux de la session et en particulier, les débats qui porteront sur la coopération économique sous-régionale. Le Chili qui a constaté le succès des activités de la Communauté de l'Afrique orientale, des Etats

riverains du fleuve Sénégal et du Groupement économique de l'Afrique centrale, est persuadé que les résultats obtenus contribueront à éliminer les obstacles à l'industrialisation du continent. Les pays d'Amérique latine, eux aussi, ont pris des mesures pour favoriser la coopération sous-régionale : en 1961, le Traité de Montevideo a abouti à la création d'une zone de libre échange; en août 1966, les Présidents des Républiques chilienne, colombienne et vénézuélienne et les représentants des Chefs d'Etat du Pérou et de l'Equateur, se sont réunis à Bogota pour jeter les bases de la création d'un marché sous-régional et en avril 1967, les principes des accords sous-régionaux ont été réaffirmés à Punta del Este dans la "Déclaration des Présidents d'Amérique". Tous ces événements ont abouti à la signature du Traité des Andes dont l'application a été suivie de progrès. Il y a lieu de signaler aussi, que le commerce des pays membres de l'Association latino-américaine de libre échange (ALALC) a doublé en neuf ans. Les résultats obtenus par les groupements que M. Sepulveda a évoqués, témoignent de la nécessité et de l'intérêt de l'intégration, dont l'importance a été mise en lumière par le Président du Chili, lors de la visite officielle du Président de la Zambie au Chili, et par le Ministre chilien des Affaires étrangères, à l'occasion de la célébration du Dixième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

Si, au cours de la deuxième Décennie du développement, les pays atteignent l'objectif fixé, qui est de façonner une nouvelle structure économique, et s'ils parviennent réellement à s'intégrer les uns aux autres, tous les peuples pourront vivre dans un monde de justice, de bien-être, de dignité et de sécurité.

M. NDISI (Observateur de l'Organisation internationale du Travail - OIT), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que son organisation, tout comme la CEA, avait aussi célébré un anniversaire important en 1968. Les liens étroits qui rapprochent l'OIT et la CEA ont été forgés par des intérêts et des objectifs communs qui sont énoncés dans des programmes conjoints. L'OIT participe aux réunions techniques de la CEA en fournissant les services de spécialistes; ses représentants au sein des comités permanents permettent de mieux coordonner les opérations et de contribuer plus facilement aux études entreprises en commun; enfin, le partage entre les deux organisations des mêmes documents et travaux de recherche assure la meilleure utilisation des connaissances durement acquises.

Si cette coopération s'est sensiblement renforcée depuis la création à Addis-Abéba du Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, c'est surtout à cause de la présence de la CEA dans cette ville. L'OIT remercie sincèrement la CEA d'avoir contribué à l'expansion de ses services en Afrique. Beaucoup a été fait ces dix dernières années au cours desquelles, par ses travaux, la Commission a aidé à définir la physionomie du développement des ressources humaines et matérielles de l'Afrique. Pendant cette période, la CEA s'est adjugée une place honorable dans l'histoire de l'Afrique indépendante. La CEA bénéficiera, elle peut en être sûre, de l'appui et de la coopération de l'OIT dans ses efforts pour répondre aux promesses de grandeur du continent et aux aspirations de ses peuples, à la dignité, au respect, à la liberté et à la paix.

M. BUTLER (Observateur de l'Union internationale des télécommunications) prenant également la parole sur l'invitation du Président, transmet les félicitations du Secrétaire général de l'UIT à la CEA pour l'avenir de laquelle il formule tous les vœux de succès. L'UIT remercie vivement la CEA de l'aider dans les efforts qu'elle déploie pour favoriser le développement

En collaboration avec d'autres organes des Nations Unies, avec la CEA et l'OUA, l'UIT a élaboré un certain nombre de projets qui commencent à porter leurs fruits, dont six grands programmes de formation du Fonds spécial et vingt autres projets, moins importants, intéressant la formation et la technique. Des études sont en cours à propos de la mise en route d'autres projets du Fonds spécial, en particulier des projets multinationaux de formation destinés à répondre aux besoins des pays qui ne peuvent pas, par leurs propres moyens, financer les projets ordinaires du Fonds spécial dans certaines branches de la formation. En collaboration avec l'Union postale universelle (UPU), une formation, dans ce domaine, a été assurée dans certains établissements de l'UIT. L'Union a organisé, à Dakar, un cycle d'études sur la gestion du réseau des télécommunications et en organisera un du même genre à Addis-Abéba en février 1969.

L'UIT espère aussi mettre sur pied un cycle d'études sur les aspects de la radiodiffusion et des relais-radio relevant des télécommunications qui présentent un intérêt particulier pour l'Union des organisations nationales de radiodiffusion et de télévision en Afrique. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a approuvé l'organisation en 1970 de deux cycles d'études sur les méthodes et les techniques de formation. Au titre du programme régional, diverses bourses seront offertes pour ces cycles d'études, qui auront tous lieu en Afrique. L'UIT organisera aussi deux cycles d'études à Genève, l'un vers la fin de 1969 et l'autre au début de 1970. Ces cycles porteront sur les sujets suivants: communications spatiale et par radio classique; exploitation et progrès technique; réglementation.

L'entrée en service, entre Addis-Abéba et Abidjan, dans le cadre d'un projet pilote, de la ligne expérimentale transafricaine qui permet les communications téléphoniques, télégraphiques et par télex, jour et nuit, est un événement important qui contribuera au développement du continent en général, et en particulier, dans le domaine économique, social et

des télécommunications. Ce projet est important aussi car, sur le plan des recettes, les autorités responsables de sa mise en route avaient un avis très différent de celui des autres parties intéressées. Maintenant, toutefois, le projet fonctionne et peut être considéré comme un pré-investissement de base aux investissements qui seront consacrés au développement futur. Si ce projet est un succès, d'autres projets du même genre seront probablement accueilli avec bienveillance à l'avenir. Ce nouveau service permettra des économies substantielles. Ainsi, le tarif des services téléphoniques, télégraphiques et par télex entre l'Ethiopie et la Côte-d'Ivoire a déjà été réduit et la nouvelle politique des prix sera très utile à l'infrastructure individuelle et collective des pays africains. D'autres pays pourront exploiter la ligne en se raccordant au circuit soit à Addis soit à Abidjan, si bien que l'on peut espérer un accroissement des investissements dans le secteur des télécommunications, ce qui permet d'envisager un début d'industrialisation dans ce secteur, même si, au départ, il ne s'agit que du montage et de la fabrication de pièces détachées.

On ne saurait surestimer l'importance de la coopération régionale dans l'élaboration du Plan africain de télécommunications. Ce projet fait suite aux dispositions de la résolution 162 adoptée par la CEA à sa huitième session et à celles de la résolution 3 de la Réunion mixte CEA/OUA sur les télécommunications. On a déjà entrepris les travaux préliminaires à l'étude de pré-investissement dont les objectifs de base ont été acceptés, en principe, par 32 pays. Au cours de la phase préliminaire, aucune contribution financière n'est exigée des pays participants qui seront seulement tenus de recevoir des spécialistes et de leur fournir, en les aidant sur le plan administratif, des renseignements sur le trafic. Pour l'instant, les gouvernements ne coopèrent pas tous à l'étude si bien que probablement, les spécialistes ne pourront pas mener leur tâche à bien. L'orateur demande donc instamment aux délégations de faire en sorte que leur gouvernement

collabore à la première phase des travaux. A cet égard, il faut bien comprendre que les gouvernements qui participent à la première phase ne seront pas pour autant obligés de participer à la seconde.

Pour conclure, l'observateur de l'Union internationale des télécommunications remercie le secrétariat de l'aide qu'il a apportée au Service mixte CEA/UIT.

M. PATAKI (Observateur de la Hongrie), parlant sur l'invitation du Président, déclare que c'est pour lui un privilège de participer à la célébration du dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique.

A une époque qui se caractérise par l'interdépendance, aucun membre de l'Organisation des Nations Unies ne saurait rester indifférent à l'évolution du développement économique et social de l'Afrique, car ce développement aura nécessairement des répercussions favorables pour les autres régions du monde. Il est donc à déplorer que de vastes territoires du continent soient encore sous la férule coloniale et partant, dans l'impossibilité de devenir membres de la CEA qui a tant fait pour favoriser le développement économique de la région et dont les activités portent sur des domaines variés tels que: planification du développement, développement industriel, stabilisation des cours des produits de base, coopération monétaire et fiscale en Afrique, formation professionnelle et organisation de la recherche.

A la suite de la visite, en 1964, du Secrétaire exécutif en Hongrie, ce pays a participé à la création d'un Institut est-africain de recherches hydrauliques. Il a aussi signé, avec plusieurs pays africains, des accords commerciaux en vertu desquels les exportations hongroises vers l'Afrique ont augmenté de 128 pour 100 entre 1962 et 1967 et les importations en provenance de l'Afrique, de 254 pour 100 pendant la même période. Des accords de coopération scientifique et technique ont aussi été conclus avec de nombreux pays africains. Dans le cadre de

ces accords, des centaines de spécialistes hongrois travaillent en Afrique, tandis que des centaines d'Africains bénéficient d'une formation professionnelle ou d'un enseignement supérieur en Hongrie. Le Gouvernement hongrois se propose de poursuivre, en l'élargissant, sa politique de coopération avec la CEA.

Mlle McKITTERICK (Observateur de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) prenant la parole à l'invitation du Président transmet les salutations du Directeur général de l'UNESCO à la CEA à l'occasion de son dixième anniversaire.

Dans l'histoire de l'Afrique il sera reconnu que c'est au cours de la décennie des années 1960 que l'éducation a le plus progressé et que la Commission a beaucoup contribué à cet état de fait. Il est incontestablement très encourageant pour l'UNESCO et la CEA qu'au cours de la dernière décennie l'intérêt de l'enseignement en tant qu'investissement productif ait été reconnu. On ne répétera jamais assez que l'homme est la principale source de développement et son unique objet.

Enfin, Mlle McKitterick a réaffirmé que l'UNESCO souhaitait la coordination (qui n'était qu'un moyen) mais surtout la coopération, c'est-à-dire l'action concertée, des Etats membres de la CEA et de l'UNESCO qui sont, en fait, les mêmes.

M. SINU (Observateur de la Roumanie) prenant la parole à l'invitation du Président a remercié le Gouvernement éthiopien et la CEA d'avoir invité son pays à se faire représenter aux cérémonies commémoratives du dixième anniversaire de la Commission.

La Roumanie est actuellement engagée dans un vaste programme de développement, c'est pourquoi elle sympathise vivement avec les pays africains dans les efforts qu'ils déploient pour apporter le bien-être à leurs populations. Au cours des dernières années, la Roumanie a établi des relations fécondes avec plus de 30 pays africains dans les domaines du commerce, de la coopération économique et industrielle

et de la formation professionnelle, fondées sur le respect de la souveraineté nationale, l'indépendance, l'égalité et des avantages réciproques.

Plusieurs orateurs ont, à juste titre, insisté sur le rôle important que doivent jouer à l'avenir dans le processus du développement économique l'industrialisation, la planification et la diversification de l'agriculture, qui sont des facteurs dont le Gouvernement roumain tient le plus grand compte dans sa politique économique.

La Roumanie apporte une contribution appréciable à l'ONU et à ses institutions spécialisées dont les objectifs sont de renforcer la coopération internationale dans les domaines économique, technique et scientifique.

Enfin, l'observateur de la Roumanie exprime le voeu que les travaux de la neuvième session de la Commission soient fructueux et lui souhaite de trouver les meilleurs moyens d'aider les pays africains à surmonter leurs difficultés au cours de la prochaine décennie.

M. OHM (Observateur de la République de Corée) parlant sur l'invitation du Président transmet à la CEA, à l'occasion de son dixième anniversaire, les félicitations et les meilleurs voeux de Gouvernement et du peuple coréens.

Le peuple coréen, bien que géographiquement très éloigné de l'Afrique, se sent avec ce continent des liens étroits, ainsi qu'en témoignent les visites de personnalités de premier plan échangées entre la Corée et plusieurs pays africains. La visite officielle en 1968 de Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié Ier d'Ethiopie occupe une place particulière dans la mémoire du peuple coréen.

Le Gouvernement coréen a récemment lancé un programme d'assistance portant surtout dans l'immédiat sur l'agriculture et la technique, qu'il compte élargir lorsque ses ressources le permettront.

Bien que deux fois plus jeune que la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (qui a célébré son vingtième anniversaire en 1967), la CEA a fait considérablement avancer le développement économique et a joué un rôle important en faveur de la coopération et de l'intégration régionales.

La délégation coréenne est convaincue que la Banque africaine de développement contribuera au développement économique rapide à travers toute l'Afrique et que l'instauration de groupements économiques par la CEA sera un exemple que suivront d'autres organisations économiques régionales. La multiplication des efforts des peuples africains en vue d'améliorer leur sort (une tendance d'ailleurs universelle) est très encourageante. Une coopération plus étroite se dessine entre les pays développés et les pays en voie de développement, ainsi qu'en témoigne la création de la CNUCED, et il faut espérer que cette tendance ne fera que s'accroître jusqu'à ce que toutes les aspirations des pays en voie de développement aient été satisfaites.

Pour conclure, l'observateur coréen remercie le Secrétaire exécutif d'avoir invité son Gouvernement à se faire représenter à la neuvième session de la Commission et exprime le vœu que la prochaine décennie réserve à la CEA un avenir encore plus brillant.

M. TEPEDELEN (Observateur de la Turquie) prenant la parole sur l'invitation du Président affirme que la Turquie est au nombre des pays bien placés pour comprendre particulièrement les problèmes du développement africain et s'y intéresser étant donné qu'elle a elle-même eu à surmonter des difficultés du même ordre qui, fort heureusement pour elle, sont maintenant du domaine du passé.

L'indépendance économique est indispensable à l'indépendance pleine et entière, aussi la Turquie approuve-t-elle pleinement la position adoptée en la matière par les pays africains. L'indépendance ne doit pas, cependant, empêcher la coopération avec les autres pays, à condition

que cette coopération soit équitable et dépourvue de toute tentative d'exploitation.

L'idéalisme des peuples africains, associé à la ferme intention de regagner leur souveraineté, est la meilleure garantie que les efforts qu'ils déploient, sous l'égide de la CEA et de son Secrétaire exécutif, pour accéder à un niveau de vie plus élevé, seront couronnés de succès.

Enfin, au nom de son Gouvernement, l'observateur de la Turquie exprime le voeu que les travaux de la neuvième session de la Commission soient très fructueux et que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement donne les meilleurs résultats.

M. ELAMLY (Observateur de l'Organisation météorologique mondiale) prenant la parole sur l'invitation du Président a présenté à la CEA, à l'occasion de son dixième anniversaire, les félicitations du Directeur général de l'Organisation météorologique mondiale et souhaité le plus grand succès aux travaux de la neuvième session de la Commission.

L'OMM a collaboré étroitement avec la CEA par le passé, en particulier dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques, et elle est persuadée que cette collaboration sera renforcée à l'avenir, car les renseignements météorologiques sont la condition même d'une bonne planification des économies nationales et de l'accélération de l'exploitation des ressources naturelles.

Le monde vit dans l'attente d'un grand exploit météorologique. En effet, un nouveau système météorologique mondial, connu sous le nom de "Veille météorologique mondiale", doit entrer en service dans quelques années. Ce système permettra de faire des prévisions plus précises et plus étendues.

Pour finir, M. Elamly adresse ses vœux de réussite à la CEA et au Secrétaire exécutif pour les dix années à venir et rappelle que l'OMM est disposée à coopérer avec la Commission au profit des peuples d'Afrique.

M. EL BOGHADY (Observateur de la Ligue des Etats arabes), prenant la parole sur l'invitation du Président, adresse ses remerciements à l'Empereur, au Gouvernement et au peuple d'Ethiopie pour leur hospitalité et, au nom de la Ligue des Etats arabes, félicite la CEA à l'occasion de son dixième anniversaire.

En un temps relativement court, la CEA a jeté les bases d'une coopération africaine multinationale, étendu ses activités à de nombreux aspects du développement économique et social, effectué des recherches et des études d'un grand intérêt, et joué un rôle important pour favoriser la coopération régionale et sous-régionale.

La Ligue des Etats arabes a largement tiré parti des études de la CEA, car un grand nombre des problèmes qui se posent dans les pays de la CEA se posent également dans la zone sur laquelle s'étend la Ligue. Son principal objectif est d'interpréter l'idéal commun à ses membres, qui possèdent la même langue, la même culture et la même civilisation, pour en faire un instrument de coopération régionale. Ce faisant, elle s'est toujours efforcée de suivre les activités et de se conformer aux principes de l'Organisation des Nations Unies et, à cet effet, elle a noué avec cette organisation d'étroites relations de travail. Ces relations sont particulièrement importantes avec la CEA, parce que ces deux organismes ont des activités comparables dans le domaine du développement et parce que six des Etats de la Ligue arabe sont membres de la CEA.

Pour terminer, M. El Boghdady adresse à la CEA ses vœux de réussite pour la prochaine décennie et rend hommage au Secrétaire exécutif et à son personnel.

M. RIFAAT (Observateur de l'Organisation afro-asiatique de coopération économique), prenant la parole sur l'invitation du Président, félicite la CEA à l'occasion de son dixième anniversaire et remercie l'Empereur, le Gouvernement et le peuple d'Ethiopie de leur hospitalité.

L'Organisation afro-asiatique de coopération économique a les mêmes objectifs que la CEA et attend de la Commission qu'elle lui montre la voie et lui apporte son appui. Elle est persuadée que les relations cordiales qu'elle a entretenues avec la CEA se renforceront à l'avenir.

L'Organisation afro-asiatique de coopération économique, dont les membres se recrutent uniquement parmi les fédérations nationales de chambres de commerce et d'agriculture et parmi d'autres institutions comparables d'Afrique et d'Asie, est une organisation non gouvernementale qui s'efforce de faciliter la coopération économique en Asie, en Afrique et dans le reste du monde. Elle a récemment mis au point de nouvelles méthodes de travail et l'expérience acquise montre que ces méthodes peuvent être employées pour mobiliser les organisations industrielles et commerciales nationales au profit du développement économique général et, en particulier, de la coopération technique internationale. Un aide-mémoire exposant en détail ces méthodes de travail a été communiqué au secrétariat pour qu'il le transmette aux représentants intéressés.

M. F.R.A. WALRAVEN (Observateur des Pays-Bas), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que la visite officielle de la Reine des Pays-Bas en Ethiopie a mis une nouvelle fois en lumière les liens historiques qui unissent les deux pays.

Lors de la première session de la CEA, l'Afrique était sur le point d'entrer dans une période qui constitue sans doute les dix années les plus intéressantes de son histoire, période durant laquelle le nombre des Etats africains indépendants est passé de neuf à plus de quarante.

Il est donc particulièrement important que la CEA encourage la coopération sous-régionale, multinationale et régionale.

Au cours des dix dernières années, les réalisations de la CEA ont été impressionnantes. A l'occasion de la mise au point de la stratégie internationale du développement pour les dix années commençant en 1970, il est remarquable que la troisième session du Comité des Nations Unies pour la planification du développement se soit tenue à Addis-Abéba en coopération avec la CEA, qui était parfaitement au courant des problèmes et des besoins des pays d'Afrique et qui avait un rôle important à jouer pour la mise au point de cette stratégie et pour l'exécution des programmes de la prochaine décennie.

Un élément essentiel de cette stratégie est la fixation du volume de l'aide. Les Pays-Bas ont l'intention de consacrer un pour 100 de leur revenu national net à l'aide au développement et ils avaient déjà dépassé en 1967 l'objectif fixé par la deuxième Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement

Les Pays-Bas ont toujours été persuadés que la CEA joue un rôle vital dans le développement de l'Afrique et ils ont déjà participé à plusieurs reprises à ses programmes et ses activités. Ils seraient heureux d'élargir cet appui et ils offrent les services d'experts hautement qualifiés pour coopérer à d'autres programmes.

La délégation des Pays-Bas, tout comme le Secrétaire exécutif, estime qu'une tâche extrêmement importante attend la CEA au cours des dix prochaines années.

M. LLOYD (Observateur de l'Agence internationale de l'énergie atomique), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que le Directeur général de cet organisme l'a prié d'adresser à la CEA, à l'occasion de son dixième anniversaire, ses chaleureuses félicitations et ses meilleurs vœux de succès pour l'avenir. L'Agence espère que sa coopération avec la Commission sera toujours aussi cordiale et fructueuse.

La séance est levée à 13 h 05

